

N° 18.

42<sup>e</sup> ANNÉE. — JANVIER-FÉVRIER-MARS 1936

# La Coopération des idées

ORGANE MENSUEL DE LA RÉACTION DU BON SENS,  
SEUL VRAIMENT INDÉPENDANT DES COTERIES,  
DES PARTIS, DES POUVOIRS, DE L'ARGENT,  
ET MÊME DES LECTEURS ET ABONNÉS.

---

RÉDIGÉE PAR GEORGES DEHERME

---

## SOMMAIRE :

L'URNE DE PANDORE : I. LA SÉLECTION DU PIRE ; II. LE  
MIRAGE DES « BONNES ÉLECTIONS » ; III. RÉFORMES ET  
LÉGISFÉRATION PARLEMENTAIRE ; IV. CONCLUSION : S'ABS-  
TENIR DU MAL D'ABORD.

SUR UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN FRANCE.

NOTES, DOCUMENTS ET COMMENTAIRES : INSUFFI-  
SANCES : ÉCONOMIQUE DU CORPORATISME, RELIGIEUSE  
DU THÉOLOGISME ; L'UNIVERSELLE FRANC-MAÇONNERIE  
BRITANNIQUE ; DÉSINTOXICATION ; AU SEUIL DE LA  
GUERRE.



29 bis, RUE DE MONTEVIDEO

PARIS (XVI<sup>e</sup>)

## ABONNEMENTS GRATUITS

Le service régulier de *la Coopération des idées* sera fait GRATUITEMENT à qui communiquera son adresse à M. G. DEHERME, 29 bis, rue de Montevideo, Paris (XVI<sup>e</sup>).



## REPRODUCTION AUTORISÉE SANS CONDITION

Le régime matérialiste et corrompteur du profitariat intellectuel et de la prétendue « propriété littéraire » a généralisé la simonie et provoqué une pernicieuse et honteuse prostitution de l'esprit.

Cet asservissement de l'intelligence à l'Argent et au Nombre est le principal obstacle à la liberté spirituelle, à la régénération des opinions et des mœurs qui seules peuvent sauver encore la civilisation occidentale.

Rompant donc avec des errements mortels, *nous autorisons, nous sollicitons même la REPRODUCTION, partielle ou totale, littérale ou interprétative*, de tout ce qui est publié dans ces cahiers. ET SANS CONDITION D'AUCUNE SORTE, fût-ce d'indication de source.



Tous les N<sup>os</sup> précédant celui-ci sont épuisés.

# LA COOPÉRATION DES IDÉES

RÉDIGÉE PAR GEORGES DEHERME.

---

## L'URNE DE PANDORE

*Les mythologies sont l'archéologie des idées et des sentiments, leur préhistoire.*

*Elles nous révèlent notamment que la jalousie des dieux, leur haine de l'homme ne s'éteignent jamais. « Indifférents à notre conservation, disait Tacite, ils ne le sont pas à leur vengeance. » Aussi la funeste boîte qu'ouvrit Épiméthée est restée ouverte. C'est l'Urne proliférant tous les fléaux de la démocratie, et l'Espérance qui est au fond n'est plus qu'un résidu de salive et de lave légale. Zeus peut se réjouir en savourant son plat froid, et toute l'Olympe s'esclaffer.*

*Quoi que prétendent les apprentis sorciers du mathématisme, Prométhée, en définitive, est bien vaincu.*

### I. LA SÉLECTION DU PIRE

Accomplissant la mission infernale que lui ont confiée les divins ennemis de l'humanité, la démocratie ne se lasse pas d'enfanter des multitudes d'abrutis et de gredins, lesquels ne le sont jamais tant que lorsqu'ils peuvent se compter. Soit dans la rue en hordes hurlantes, soit dans les assemblées parlantes et votantes.

Si l'élu est peu ou prou un imposteur, à tout le moins

l'électeur — en tant que votard — ne laisse pas d'être un indélébile crétin. Les couleurs de son bulletin n'indiquent que la nuance de son crétinisme et l'étiage de son outrecuidance.

Le courant torrentueux de la corruption est à deux sens : il va de l'élu à l'électeur et de l'électeur à l'élu. Ce qui naturellement accompagne l'achat des gouvernants nationaux par l'étranger moins démocratisé. D'où gabe-gie, dilapidation, escroqueries, « Éditions d'État de Moscou » (Trotsky *dixit*) et cavalerie de Saint-Georges.

Étant la plus sensible aux faveurs, aux sportules, à l'argent, la classe moyenne est choyée par tous les partis. Car le parasitisme est toujours complice.

La fameuse loi financière de Gresham, formulée d'ailleurs par Aristote : à savoir « la mauvaise monnaie chasse la bonne », s'applique beaucoup plus exactement à l'électoral.

Dans tout vote, avec plus ou moins d'hypocrisie, il n'y a que les plus violents appétits individuels qui s'imposent et gagnent. L'intérêt général est donc fatalement sacrifié.

« La tendance naturelle du gouvernement représentatif, comme de la civilisation moderne, a dit Stuart Mill, incline vers la médiocrité collective. » Or, on ne s'élève que par une tenace tension à se dépasser. La médiocrité entraîne forcément la dégénérescence, le recul. La moyenne des moyennes antérieures s'abaisse donc constamment.

Henry George l'a reconnu : « La tendance est toujours de donner le pouvoir au pire. L'honnêteté et le patrio-

tisme sont vaincus par l'impudence... Le niveau de nos corps législatifs baisse chaque jour. Les hommes capables et probes sont forcés de fuir la politique. » Il est évident que la monstrueuse absurdité de l'élection est si contraire à la nature progressive des sociétés civilisées qu'elle ne va qu'en accroissant et multipliant les tares mentales et morales des électeurs, des candidats et des élus.

Selon l'arithmétique électorale qui ne manque pas de techniciens, il ne faut que deux millions de suffrages bien répartis pour conférer à la mafia triomphante les prodigieux bénéfices que procure l'accession à un pouvoir irresponsable quasi absolu. Alors quoi de plus simple que de s'adjuger la majorité en promettant des places, des pensions, des prébendes, et la saturnale finale. Il y a donc surenchère de rapines et de trahisons collectives. Et les revendications de l'électeur s'y exaltent d'autant, cyniquement. Au surplus, la concussion, le pécuniaire, la prévarication, la trahison ne l'indignent qu'en surface et seulement quand il n'y a pas sa part.

La démocratie serait inébranlable éternellement si les convoitises pouvaient se fixer des bornes, si la ruine et la banqueroute n'étaient le terme d'un si industrieux système. Et si la démence n'aboutissait à la mort.

De Paul Bourget, qui vaut d'être cité quand il s'évade du conservatisme bien non-pensant : « L'oligarchie élaborée par l'élection est une oligarchie de gens retors, âpres, dégradés, l'oligarchie des supériorités inférieures, si l'on peut dire. Nous voyons aujourd'hui aux affaires ce personnel d'aigrefins éminemment incapables des hautes qualités que suppose le gouvernement d'un grand pays. Ce n'est pas là un incident, c'est une condition même de l'activité électorale qu'elle doive produire de

tels personnages. » Mais c'est maintenant une oligarchie des infériorités inférieures et de l'égout. Après quoi il n'y a plus rien.

Le truc majoritaire, c'est deux millions de parasites, de combinards, de comitards, de stipendiés de toute sorte se partageant les dépouilles de dix millions de dupes. Aussi la plupart de celles-ci, incorrigibles mais découragées, aspirent-elles à changer de zone et à passer dans le camp des profitards. Et voilà ce qui fait le succès du Front populaire. Démagogique en somme, la magie surannée des messes et la malice des « bonnes œuvres » Croix de feu ne pourront que fortifier la démagogie rouge.

Depuis Aristophane, les enseignements théoriques et pratiques, sinon ceux plus amers, plus directs de l'expérience, n'ont pas manqué. A noter, de Comte : « Un déplorable exercice du suffrage universel [le choix des gouvernants] a profondément vicié la raison populaire, jusqu'alors préservée des sophismes constitutionnels et des complots parlementaires, concentrés chez les riches et les lettrés. Développant un aveugle orgueil, nos prolétaires se sont ainsi dispensés de toute étude sérieuse des plus hautes questions sociales. » De Taine : « Le suffrage universel, c'est la pluralité des Français adultes, mâles, comptés par tête, c'est-à-dire un être collectif où la petite élite intelligente est noyée dans la grosse multitude brute ; de tous les jurys, c'est le plus incompetent, le plus aisément affolé et dupé, le plus incapable de comprendre les questions qu'on lui pose et les conséquences de sa réponse, le plus mal informé, le plus inattentif, le plus aveuglé par des sympathies ou antipathies préconçues, le plus volontiers absent, simple troupeau de moutons racolés, dont on peut toujours escroquer, violenter ou falsifier le vote, et dont le verdict, contraint

ou simulé, est d'avance à la merci des politiciens. » Et ainsi, de nombreux politiques et penseurs positifs. Ce n'est que l'ignorance, l'infatuation ou le sordide arrivisme qui puissent encore, de nos jours, croire ou faire croire qu'en faisant les incantations idoines, les calamités que déchaîne l'Urne de Pandore deviendront des bienfaits, et l'abcès producteur de nectar.

L'Urne sacro-sainte, tabou ? En France il n'y a plus d'autre politique, — sinon le staviskysme maçonnique qui n'en est d'ailleurs que le corollaire.

Devant se concilier les ignorances et les préjugés contradictoires, les passions et les intérêts antagoniques de ceux dont il sollicite le vote, le candidat ne s'en tire que par le charlatanisme et le mensonge. En aucun cas, un candidat ne saurait être un honnête homme, de quelque programme ou « idéal » il se mimétise. Hormis des cas exceptionnels, il y faut la vocation. Le pis, c'est que les masses ouvrières et paysannes ont fini par entrer dans ce jeu de fourbes et savent apprécier les habiles manoeuvriers de la gadoue parlementaire dont elles sont pourtant les pitoyables victimes. Mais cette dégradation ne suffit plus aux partis. Aussi instituent-ils des Cours d'éloquence électorale. La « pourriture d'assemblée » que dénonçaient Proudhon et Vallès infecte ainsi toute la nation.

*Le Temps* du 9 février dernier publiait cette information : « M. Joseph Garat, député, est rentré à Bayonne, venant de Paris, par le train entrant en gare à 22 h. 30. Plus de deux mille personnes l'attendaient sur le quai de la gare. Dès que M. Garat descendit de wagon, une ovation retentit et ce fut à qui parviendrait à l'approcher. La foule qui entourait M. Joseph Garat et le pressait de toute part le porta vers la sortie en l'acclamant.

Quelques instants après, M. Garat rejoignait son domicile particulier, au centre de la ville, où de nombreux amis l'attendaient et où il fut l'objet de nouvelles manifestations. » Et voilà ! Comme malgré tout, on se refuse à admettre que nos dix millions d'électeurs soient aussi canailles que leurs élus, il faut bien s'en référer à la sentence de l'ami de Montaigne, Pierre Charron : *vox populi, vox stultorum*.

L'électoral dénature et putréfie tout. Même le bien et le juste qu'il invoque hypocritement. C'est ainsi que le pacifisme parlementaire va encore déchaîner une effroyable entretuerie qui dépassera en durée, en horreurs et en désordre l'invasion de 1914-1918 comme celle-ci avait dépassé le désastre de 1870-1871. Les mêmes causes, ayant considérablement accru leur virulence, sont à l'œuvre. Mais les candidats ont bien d'autres soucis. Et Jupiter rend aveugles ceux qu'il veut perdre. Quant à l'ignominie des Aïssaouas du temple de la bave, elle s'est terriblement accentuée depuis que, l'ennemi étant à Noyon, la politicaille persistait à donner de la gueule et à agiter les tripes qui lui tiennent lieu de cervelle.

L'amnésie démocratique étant totale, ce n'est pas radoter que de rappeler encore que les mêmes scènes tragico-burlesques qui s'étaient déroulées en 1869 au Corps législatif se renouvelèrent en 1913-1914, comme elles vont se renouveler tout à l'heure. En voici quelques échantillons :

Dans *L'Humanité* du 6 avril 1913, on pouvait lire : « La France a-t-elle besoin d'être sauvée ? Et de quel péril ? »

A la toujours funeste Chambre, quelques semaines avant la déclaration de guerre, M. Ribot, faisant allusion aux difficultés extérieures, souleva ces protestations que le *Journal officiel* a relevées :

— Quelles difficultés ? cria-t-on à gauche. Il n'y en a pas.

— On ne peut prononcer de telles paroles à la tribune, s'exclama le général Pédoya.

— Ne jouez pas de la panique, criait M. Marcel Sembat. Ceux qui prétendent défendre la France lui rendent un bien mauvais service en semant de pareilles inquiétudes.

Et cela n'empêcha pas M. Pédoya de devenir président de la Commission de l'armée pendant la guerre et Marcel Sembat ministre de la Défense nationale.

Extrait du compte rendu de la séance du 8 juillet 1913. (*Journal Officiel*) :

M. BRIZON. — Je vous crie et toute l'Allemagne vous dira qu'elle veut la paix.

M. VAILLANT. — Sûrement...

M. BRIZON. — L'empereur ? Il aime la France. Il parle d'elle sans cesse. Il est attaché à la paix... Sachez aussi, et je vous le déclare avec toute la force dont je suis capable, qu'en Allemagne personne ne veut la guerre... La guerre, mais personne ici ne la croit possible...

M. JAURÈS. — Nous serions vainqueurs par l'idée si vous vouliez...

M. BRIZON. — Le ministre de la Guerre disait récemment au Reichstag : « L'Allemagne est pacifique jusqu'à la moelle des os... » L'Europe veut la paix, la France veut la paix. Pourquoi alors la France prépare-t-elle la guerre ? Pourquoi les trois ans, pourquoi le militarisme ?...

Aux élections législatives de 1914, le conflit étant imminent, le tremplin de la démagogie électorale fut la réduction des dépenses militaires. Jamais jusqu'alors les affiches électorales n'avaient accumulé tant de stupidités : « A bas les trois ans ! proclamait l'une d'elles. A bas cette loi de ruine (de ruine pour le budget, pour les réformes sociales, pour l'agriculture) ! à bas cette loi de suicide national qui tue nos enfants dans nos casernes !... A bas le militarisme qui nous écrase ! On peut défendre la France sans la ruiner. Les milices : un homme, un fusil, ça ne coûterait pas cher et nous défendrait très bien. D'ailleurs, la France n'est pas menacée... »

Enfin, le 15 juillet 1914, au Congrès socialiste, M. Albert Thomas préconisa « la grève générale préventive » pour faire avorter la mobilisation générale, ce qui lui valut un des plus importants portefeuilles de ministre pendant la guerre et, après, une des plus grasses prébendes de la S. D. N., — au lieu de douze balles intelligentes et justicières dans la peau.

De son côté, quelques jours après, M. Jaurès, non moins criminel, à la tête d'une délégation de parlementaires socialistes, obtenait aisément de son compère Viviani qu'il facilitât l'invasion boche en donnant l'ordre à nos troupes de céder huit kilomètres de terrain. Depuis, les Allemands eux-mêmes ont reconnu que, sans la possession du bassin de Briey dès le début de la guerre, ils eussent dû renoncer à la lutte par manque de munitions...

Il n'y a pas de conquérant qui ait fait couler plus de sang que le pacifisme démagogique, électoral, parlementaire, voire mystique. Et à l'anglo-saxonne Genève on en prépare encore la démonstration.

Par l'élection on convoite le pouvoir, non pour l'exercer vraiment, pour en assumer les durs devoirs, mais pour s'en assurer les avantages. Bien entendu, la clientèle en exige à tout le moins les miettes. C'est ainsi que toute dépense publique, toute recette fiscale doivent être électorales, c'est-à-dire contre-politiques, contre-nationales.

Ce ne peut être une simple coïncidence que, en 1870 comme en 1914, et en 1936, la guerre éclate ou menace d'éclater aux alentours des élections. Mais le Français est héroïque. Il aime mieux être envahi, mourir que de ne pas voter. Les Boches auraient tort de ne pas profiter d'une aussi sublime idiotie.

Il n'y avait qu'un cas où il se pouvait parfois que l'élection ne fit pas monter l'écume, c'est quand elle se faisait acheter par le riche. Aujourd'hui, l'électeur est aussi stupidement vénal ; mais l'État s'offre dorénavant à une quête plus facile et plus fructueuse. Et puis, la pourriture parlementaire s'étendant, les grandes fortunes ne s'acquièrent, grâce à l'étatisme, que par les plus scélérats. Ce qui fait que la promotion du pire est la loi de l'élection qui ne souffre plus d'exception.

Ce mécanisme inhumain paralyse et débilite toujours plus la vie sociale et la personnalité qui en dépend. Il ne saurait produire qu'une poussière d'individus grégairisés, impropres à l'organisation vitale, incapables de coopération constructive.

L'élection est en somme l'insurrection, la destruction en permanence. On en peut dire ce que disait Bonald de la Révolution : « C'est un appel fait à toutes les passions par toutes les erreurs. » A l'envie, à la cupidité, aux basses ambitions qui défont l'homme par toutes les démagogies.

## II. LE MIRAGE DES « BONNES ÉLECTIONS »

Quant aux résultats, les meilleures « bonnes élections » s'avèrent les pires. Les épidémies et la sottise invétérée et prosélytique sont également funestes, d'autant qu'on ne cherche nullement à en connaître la nature et à en prévoir les conséquences.

L'électoral profuse le virus filtrant de la démagogie et de la psychose revendicative. Nul n'échappe à la contagion.

Pour les conservateurs, il ne s'agit de conserver que ce qui est immédiatement avantageux pour eux, de ne pas dissiper les nuées qui leur sont favorables, les rêves béats de leur clan, les fabulations qui entretiennent l'engourdissement — ce qu'ils appellent les traditions, — de rendre plus imperturbables leurs consciences...

L'incohérence, l'inconséquence, l'indescriptible confusion des esprits sont assez soulignées par ce fait para-

doxal de l'anarchiste abstentionniste et de « l'homme d'ordre » urnolâtre.

Dans un Annuaire de la Presse, on relève plusieurs journaux de province qui font suivre leur titre de cette mention ingénue mais antinomique : « Organe des *intérêts* conservateurs ». Révélation du mystère de la foi aux gris-gris de l'Urne. Car les intérêts, le profit sont toujours séditieux.

En nous prêchant le bien non-penser et en nous pressant de bien voter qui équivaut au bien non-vouloir, les rétrogrades croient habiles de se prêter au jeu staviskyen, maçonnique, britannique et chambardeur d'à tout coup l'on perd. Au vrai, inlassablement, ils apportent l'appoint de leur hypocrisie et de leur insane niaiserie aux sinistres artisans de la déchéance française.

Au demeurant, le résultat le plus anodin des « bonnes élections » est de fournir à la bande au pouvoir la possibilité d'acheter de précieuses complicités en distribuant quelques portefeuilles et les arlequins de la grande ripaille. Au reste, la campagne électorale prépare les Thellier, les Nicolle et tant d'autres parangons d'intègres parlementaires, aux compromissions complices et aux capitulations profitables.

La vanité, l'ambition et la cupidité des héros-martyrs du « moindre mal » et des « bonnes candidatures » trouvent, il est vrai, à se justifier par de spécieuses raisons que le cerveau et le cœur ignorent. Ces pharisiens, paraît-il, ne daignent participer à la curée que pour prendre la place de ceux qui l'occuperaient avec moins de délicatesse. Certes, les cyniques professionnels de la vidange parlementaire dégoûtent moins.

L'électoral ne vicie, ne détraque pas seulement le temporel. Plus sûrement, plus complètement encore, il casse le ressort moral, il détourne l'attention du réel, et donc il supprime toute possibilité de relèvement. Il ne fonctionne qu'en descente.

Les forces morales ne peuvent que se compromettre et se dégrader dans les crapuleux pugilats électoraux. En supputant que la politiquerie est susceptible de lui être avantageuse, l'Église se renonce prématurément. Elle participe à l'anéantissement de son essentielle raison d'être. L'affreuse confusion du spirituel et du temporel qu'elle aggrave ainsi n'en distille que mieux le venin du matérialisme et de l'individualisme.

Les mythes, le surnaturel restent les principales causes des troubles et convulsions présentes. C'est que la politique, à tout le moins, pour être d'ordre, ne doit pas se concevoir et s'agir en dehors de la positivité du réel et de l'utile. Ne cherchons plus ailleurs que dans le métaphysique, même mathématique, et le théologisme, la source de notre chaos. Le plus grand service que peuvent rendre à leur patrie et à l'humanité ceux qui ne peuvent se dégager des nuées et s'affranchir de l'imaginaire, c'est de ne plus alimenter ce foyer pathogène par leurs interventions maléfiques.

De bons esprits sont scandalisés de voir le Saint-Siège soutenir toutes les forces matérielles, bonnes ou mauvaises, par exemple en menant une action nationale en Italie, antipatriotique en France. Cette politique d'abandon peut accroître éphémèrement sa puissance temporelle, aucunement son prestige spirituel. Mais l'absolutisme ne peut en avoir d'autre.

LES CROIX DE FEU. Une grande partie du clergé

catholique parmi les éléments jeunes et remuants surtout, auxquels s'adjoignent des pasteurs protestants, inspire ou suit les directions incohérentes, démentielles, antifrançaises qui sont celles de la ploutocratie et de la maçonnerie internationales. *L'Aube*, *Sept*, avec ses patronages, *Terre nouvelle* en sont les principaux organes.

L'autre partie complète les trois quarts de cette armée ensoutanée du désordre dont la foi ardente au prélogisme du surnaturel est la seule excuse. Encore qu'elle comprenne le haut clergé, on à peine à concevoir qu'elle soit si candide. En tout cas, son agitation plus habile, plus insinuante, plus perfide même concourt beaucoup mieux à la ruine de l'ordre social dont l'Église fut jadis le principal rempart. Ses organes sont les *Croix*, *L'Écho de Paris* et, hormis quelques exceptions honorables, la grande presse catholique de province. C'est la religion — profondément irréligieuse — gantée, frivole, mondaine, capitaliste. Par là, peut-être, plus dégagée de la mystagogie rouge, sinon du maçonisme et de la ploutocratie qui la commandent.

Le positif est un critère. Tenons donc pour certain qu'un mouvement politique qui se propose l'agglomération de foules décérébrées, qui, conséquemment, se place dans le cadre de l'électoratisme, est anarchique, inconsciemment ou non.

Ainsi en est-il des Croix de feu et du clergé bourgeois qui les a suscités. Ce surprenant et rapide rassemblement de masse (800.000 adhérents) n'a d'équivalent que le magma bolchévique. A noter : il s'est préparé dans les sacristies et surtout par les femmes.

Ce premier succès du Nombre a éveillé naturellement les décevantes espérances électorales et fait dévier ainsi une réaction qui promettait d'être d'intelligence et de volonté.

Alors, pour gagner encore plus d'électeurs, aussi pour complaire à la prépotence de l'abjection qui dispose des

urnes, ceux qui dirigent dans l'ombre ce mouvement de masse ont été amenés à s'entremettre pour que le 6 février n'eût pas de lendemain et pour faire échouer la seule tentative de redressement national qu'inspirent les lucides conceptions de Maurras... Quoi qu'il en soit, les redondantes palabres du colonel de La Rocque et ses vacillantes « directives » n'aboutissent qu'à des parades, aux « œuvres » de désœuvrement distingué qui entreprennent de dessaler la mer en soufflant dessus et à entendre des messes en troupeau, bannières déployées. Évidemment, pour l'anti-France, c'est de tout repos. Comme les « bonnes élections ».

Les Croix de feu se targuent d'être les meilleurs électeurs. Ils baratteront la crème des élus. Ce qui veut dire qu'ils en remettront. C'est d'autant plus fâcheux qu'ils resteront imperméables à l'expérience. L'électorite — comme l'idiotie — est incurable.

En outre, le prétexte de la « réconciliation nationale » des contraires, laquelle aggrave en fait tout ce qui divise dans l'électif, respire trop l'impure et l'inepte cagoterie pour ne pas avoir été suggéré par un Vatican réduit à solliciter les faveurs des puissances matérielles de décomposition et de mort.

Il faut montrer les choses telles qu'elles sont, dût-on heurter les bonnes intentions infernales. L'Église, le sacerdoce, c'est-à-dire la papauté, l'épiscopat, le clergé, ne gagneront rien au prosélytisme des Croix de feu. D'ailleurs, ceux-ci ne tarderont pas à sombrer dans le gouffre où s'engloutissent tous les boulangismes et non sans y entraîner de louables espérances et quelques lambeaux de ce qui fut naguère la plus grande force morale de l'Occident.

Le Nombre s'oppose irréductiblement à l'ordre temporel. Et c'est tout cuit, comme en Espagne et ailleurs. Le fascisme et l'hitlérisme seuls maintiennent un assemblage précaire en bridant énergiquement l'électoral. En

France maçonnisée, portugalisée, dissociée, déchiquetée, la loi de la sélection du pire jouera inflexiblement, et le Front populaire, sous quelque nom que ce soit, l'emportera. A moins que les Croix de feu ne promettent, eux aussi, le paradis des bombances et des priapées perpétuelles pour la prochaine législature. Mais n'est-ce pas leur faire injure que de supposer qu'ils iront jusqu'à recourir à ces ignobles surenchères pour avoir de « bonnes élections » ? Hélas !...

En dehors de la prière, des œuvres charitables et, en partie, du dressage moral des enfants et des simples, le théologisme ne peut plus que s'égarer dans la brousse de toutes les erreurs sociales. Quelle que soit la pureté de ses intentions, ses interventions politiques surtout ne laissent pas d'être pernicieuses.

Qu'il puisse y avoir des prêtres candidats ou « démonstrateurs » de candidatures, cette piteuse déformation du sacerdoce mesure le regrettable affaiblissement du pouvoir spirituel.

L'esprit théologique est plus enclin à solliciter le miracle divin qu'à consentir l'effort de l'intelligence et de la volonté pour se pénétrer du réel et produire l'utile. Et n'est-ce pas cela qui, précisément, compose la grossière et nocive superstition électorale ?

### III. RÉFORMES ET LÉGIFÉRATION PARLEMENTAIRE

Pour d'aussi « bonnes élections », il n'est question que de changer de fétiche. Entendons d'organiser le suffrage universel qui, paraît-il, ne l'est pas assez avec son « caucus », ses comités et ses comitards, sa « machine » maçonnique, ses trésoriers escrocs et ses tueurs. Cepen-

dant, il n'y a plus que ce néoplasme mortel qui vive sur un corps social plongé dans la torpeur et dont les réflexes de défense paraissent détraqués ou définitivement abolis.

Avec cette sénile calembredaine de la représentation proportionnelle, les Chambres et la presse viennent de tenter encore de secouer l'apathie des électeurs. Ce sont des artistes qui quêtent les applaudissements pour leurs cabrioles et leurs cambrioles. Mais l'électeur-né reste indifférent à ces acrobaties. Il demande à l'élu, non son casier judiciaire ou ses titres, mais la manne des pensions, des sinécures, des exemptions d'impôts, voire des distinctions. Et, quand il est pourvu de convictions sincères, de vexer, de brimer les catégories qu'il envie et qu'il exècre.

Généralement, les malins manquent d'imagination. Les appâts électoraux, s'ils semblent délectables aux uns, sont saumâtres pour les autres. La vogue des loteries aurait dû suggérer cette réforme démocratique du profit électoral : les sinécures, les pensions, les décorations, la curée enfin pour tous par tirage au sort. Quel tremplin ! Ce serait l'unanimité assurée. D'ailleurs, aux États-Unis, toujours à l'avant-garde de la démocratie comme en témoignent l'audace de leurs financiers et l'admirable organisation de leurs gangsters, on s'est engagé dans cette voie. Ne désespérons pas : nous suivons de près.

Une réforme électorale qui soulèverait l'enthousiasme des masses, par conséquent facile à réaliser, et qui serait par surcroît profondément éducative. Celle-ci : Exclusivité de la mise en carte (électorale) réservée aux rédacteurs et lecteurs de *L'Humanité*, du *Populaire*, de *L'Aube*, de *Sept* et de *L'Écho de Paris* ; aux bolchévistes, socia-

listes, néos, parlementaires, francs-maçons, mercantis, salonnards, financiers, techniciens, journaloux, parasites de tout poil et plume, suffragettes ; aux déficients de toute sorte, rimeurs, phraseurs, spirites, mystagogues, aliénés, délinquants et prostituées... Naturellement, comme il convient de protéger les enfants même prodiges contre eux-mêmes, l'infamante carte devrait être implacablement refusée aux autres, à l'élite. Quoi qu'on en puisse penser, les résultats de l'élection ne seraient pas en fait très différents, et le panier parlementaire ne contenant plus que des crabes voraces, ceux-ci s'entre-dévoreraient rapidement. A tout le moins ne verrait-on pas les dindons de la modération excessive s'offrir en morceaux de choix du festin. Et nous avec.

Sous le régime du profit capitaliste, père de la démocratie, la représentation des intérêts professionnels ne vaudrait guère mieux que celle des partis et des syndicats d'affaires. Désordres mendiants, aussi âprement revendicatifs que ces derniers, ils coaliseraient de même le particulier contre le général.

Le corporatif organisé peut être une résultante de l'ordre, mais non, en aucun cas, une cause. Il doit être contenu par un pouvoir central agissant, réglé, éclairé par une autorité morale efficace ; donc, désormais, positive.

La seule réforme à entreprendre, la plus urgente est de dépolitiquer la nation. Et ce sera d'abord dénoncer les enragés réformismes et planismes qui alimentent l'électoral en ruinant les forces sociales.

Ce n'est pas par ce qu'il détruit ou ce qu'il paraît consolider que vaut le remaniement d'un système quelconque, mais seulement en ce qu'il élève, anime l'esprit

social, discipline. Or, tous les « plans », la légifération, les réformes ne vont en fait qu'à une restriction, une mutilation de la personnalité, et d'abord dans les parties hautes. Mais sans cela y aurait-il des électeurs ?

Si le réformisme n'a pas encore défait complètement l'État et la société, c'est que la force des choses l'astreint heureusement à n'être souvent que verbal.

Il y a des maladies purgatives, roboratives. Un mal n'est définitif et total que lorsqu'il a nécessairement pour issue l'anéantissement. Tant qu'elle n'a pas détruit de fond en comble notre civilisation, la démocratie même n'est pas sans produire ses antidotes. Et les plus amers sont les plus énergiques. Ainsi, la « Crise », le pillage parlementaire, le délire fiscal, l'insécurité croissante, la ruine et la détresse de la petite et grande bourgeoisie, voire l'émeute et la guerre...

Ne médisons pas trop du siècle. Il ne cesse pas de s'acharner à nous instruire, malgré notre inattention, notre irréflexion, et notre indocilité que flattent d'ailleurs et entretiennent les réformateurs. Mais tous les candidats sont tenus de réformer quelque chose. Fût-ce le néant. Et la morbide imagination mythique, revendicative et démocratique s'y applique frénétiquement.

La réélection domine les autres préoccupations, absorbe entièrement les activités. Pour ce qui est proprement de gouverner, le politicien irresponsable s'en dispense ou recourt à la plus commode facilité à coups de lois ou de décrets improvisés.

Substituer partout le légal au moral, c'est subordonner le spirituel au temporel, le vivant à l'inerte, l'orga-

nique au mécanique. C'est défaire le social, juguler l'humain. Tacite disait qu'à Rome, « plus la république était corrompue, plus les lois se multipliaient ».

Légiférer est exactement le contraire de gouverner. Un gouvernement gouvernant ne légifère qu'avec prudence et en cas seulement d'extrême nécessité lorsqu'il assume la charge et la responsabilité d'appliquer ses ordonnances.

A mesure que le législatif s'étend et se complique, l'exécutif s'efface. Et le légal étant le règne de l'irresponsabilité et de l'anonymat propices, tous les brigandages deviennent possibles. Ainsi l'in vraisemblable, la colossale escroquerie d'État des Assurances dites sociales et les staviskysmes de toute sorte.

L'irresponsabilité légale est la cause directe des pires déchéances, de la régression de l'Occident. Les peuples qui n'en finissent pas d'implorer lâchement qu'on les préserve des conséquences éducatives de leur imprévoyance, de leur fainéantise, de leur sottise, voire des fatalités naturelles, ils sont voués à la servitude, à la dégénérescence et à l'extermination. Le monde appartiendra finalement au peuple vraiment religieux qui saura le mieux se soumettre, obéir, souffrir et mourir pour sa patrie.

La prétendue souveraineté de la plèbe devait, selon ses mystes, par la faconde magique et les parlements légiférant à tour de bras, instaurer la paix, le bien-être et la liberté : elle a universalisé les atroces entretueries des guerres d'enfer, elle a généralisé le paupérisme, elle a institué une ignominieuse satrapie.

Le législateur, dit J. de Maistre, ne peut se faire

obéir ni par la force, ni par le raisonnement. D'où cette assertion de Comte : « Le parlementarisme est un régime d'intrigue, de terreur et de corruption où la tyrannie est partout et la responsabilité nulle part. »

Un gouvernement parlementaire irresponsable est forcément débile, incohérent, quoique oppressif. Edmond Burke a énoncé judicieusement : « Rien ne finit par devenir aussi injuste et aussi oppressif que ce gouvernement-là ! » ni, comme le pacifisme chimérique des pactes, aussi sanguinaire.

Pas de force constructive sans concentration. Une souveraineté parcellaire n'est que néant, ou plutôt « mystification oppressive ». « Une assemblée ne peut jamais, par elle-même, dit Pierre Laffitte, organiser une direction... Aucune opération ne peut s'accomplir sans la direction d'un organe unique... Les situations posent les problèmes sociaux, mais la solution en appartient toujours à un organe individuel, quoi qu'en puissent dire de vagues penseurs humanitaires. »

Toute vraie propulsion, toute direction effective sont nécessairement externes. « On ne demande pas au torrent de faire sa digue », disait Bonald. Encore qu'elles suscitent parfois de violentes disputes, les délibérations sont lamentablement impuissantes à déterminer des décisions fermes.

Un gouvernement électif ne peut résister aux sollicitations d'intérêts privés dont il est l'expression pour servir l'intérêt national ou social dont il n'est pas responsable.

Étant partie, un parti ne s'affirme qu'en se dressant contre l'ensemble national ou social. Il est nécessaire-

ment impolitique, factieux. C'est qu'il n'est de politique que de l'ensemble, du tout, — national d'abord.

Un parti est toujours contre d'autres partis. Et donc l'élection. Leurs moyens et leurs fins ne peuvent être que la spoliation fiscale, la gabegie, la dilapidation, le parasitisme généralisé. Voilà ce qu'il y a au fond de tous les programmes et ce qui seul aguiche l'électeur.

Pour celui qui se jette du haut de la tour Eiffel, la première seconde est sans doute fort agréable. Pareillement, pour cette sorte de suicide euthanasique qu'est la démocratie. Hélas ! cela ne saurait durer, et l'issue est fatalement cruelle et tragique.

Un quarante-huitard, ancien député, Rittinghausen, non totalement dénué de sensibilité à l'expérience, a pu écrire : « Il est absurde de vouloir faire représenter une chose par ce qui lui est diamétralement opposé : l'intérêt général d'un peuple par un intérêt qui est son contraire. »

Le moteur des partis est le profit politique individuel ; celui du capitalisme, le profit économique individuel. C'est folie de vouloir croire que l'ordre national et social puisse surgir de ces irréductibles divergences antagoniques d'intérêts.

Dix millions de désirs s'exaspérant jusqu'au délire ne font pas une opinion respectable. Dix millions de velléités et de nolontés incohérentes ne valent pas une volonté ferme et lucide. « Dix millions d'ignorances, dit Taine, ne font pas un savoir. Un peuple consulté peut à la rigueur dire la forme de gouvernement qui lui plaît, mais non celle dont il a besoin. »

Normalement, le gouvernement n'est qu'un instrument social. Par l'élection, il devient un but individuel. De là le gâchis.

Pour qui s'est plié définitivement à la discipline humaniste du réel et de l'utile, J.-J. Rousseau a bien été le précurseur de l'exacerbation de l'actuelle démente démocratie : « Un peuple a toujours le droit de changer ses lois, même les meilleures. Car s'il veut se faire du mal à lui-même, qu'est-ce qui a le droit de l'en empêcher ? » Quand un peuple se complaît à exercer ce « droit » et tous les droits, il démontre, comme le soutenaient naguère les métaphysiciens allemands, que le point culminant du libre-arbitre (ou de la démocratie) est le suicide.

Plus encore pour le progrès que pour l'ordre, faire dépendre le supérieur de l'inférieur est la suprême extravagance de l'autodestruction. Catoblépas, la brute immonde qui se nourrit de sa propre chair en se rongant les pattes, c'est l'électeur.

Armée, police et justice sont les pierres d'assises de la civilisation, celles qui résistent le plus longtemps à la barbarie destructive. Malheureusement, les sollicitations électorales et parlementaires, c'est-à-dire le pacifisme antimilitariste, le bonnysme, le gangstérisme sont de terribles corrosifs.

Un gouvernement électif ne peut gouverner vraiment. Il n'existe que pour et par la ripaille et le pillage. Il est absolument incapable d'exercer les fonctions élémentaires qui lui reviennent en propre. Soit : déterminer le concours, garantir l'indépendance. Car son destin est de briser toute coopération organique et d'asservir, d'avilir.

L'homme qu'il faut à la place qu'il faut ? Certes ; mais approximativement, à condition que ce ne soit pas une obsession. Ne négligeons pas le but pour le moyen. Au demeurant, le meilleur ne se cherche et ne se choisit pas, surtout s'il s'offre : il émerge spontanément, si le climat social est sain, favorable. Entendons quand un séisme niveleur, subversif, avilissant, désagrégeant comme l'élection n'empeste pas l'atmosphère.

Dans son *Traité politique*, B. Spinoza s'en tient aussi au positif : « L'État, écrit-il, sera très peu stable lorsque son salut dépendra de l'honnêteté d'un individu et que les affaires ne pourront y être bien conduites qu'à la condition d'être dans des mains honnêtes. Pour qu'il puisse durer, il faut que les affaires publiques y soient ordonnées de telle sorte que ceux qui les manient, soit que la raison, soit que les passions les fassent agir, ne puissent être tentés d'être de mauvaise foi et de mal faire. Car peu importe, quant à la sécurité de l'État, que ce soit par tel ou tel motif que les gouvernements administrent bien les affaires publiques, pourvu que ces affaires soient bien administrées. »

Si la nature avait été démocratique, la vie n'aurait pu dépasser l'amorphisme des méduses. Et si, dès les origines, l'anthropopithèque avait ouvert l'Urne de Pandore, l'homme serait resté le « gorille lubrique et féroce » de Taine, dont certains dirigeants que nous infligent les majorités triomphantes sont des spécimens ataviques.

La vie, c'est la somme des forces organiques qui s'opposent à la décomposition. Le gouvernement réel, c'est la réaction au temporel de l'ensemble sur les parties qu'il contraint à concourir. Or l'électoral en appelle nécessairement aux parties divergentes. L'Urne, c'est le tabernacle du mal, l'arche de désalliance. Celle-ci nous

invite à la danse, mais « au son du canon », comme le chantent rageusement les pacifistes du Front populaire en levant le poing. Et Messieurs Langevin et Perrin, membres de l'Académie des sciences.

La poussière peut s'entasser. Elle ne formera jamais un organisme, et le moindre souffle la disperse. La prétendue solidarité socialiste n'est qu'une farce. Au vrai, la politique positive assure d'abord la continuité, qui n'est au surplus que la solidarité effective dans le temps. « La sociabilité, dit Comte, consiste davantage dans la continuité successive que dans la solidarité actuelle. »

Les vivants ne sont que les héritiers d'un usufruit social. La gabegie que stimulent les emprunts d'État montre assez que la démocratie, malgré ses hypocrites protestations, est aussi hostile au progrès qu'à l'ordre.

Le nihilisme social qui nous bestialise découle directement de la désignation des supérieurs par les inférieurs, de ceux qui sont appelés à commander par ceux qui ont à obéir.

A. Comte s'est toujours efforcé de réagir contre la redoutable superstition individualiste en ne se lassant pas de rappeler que « de grands devoirs exigent de grandes forces. » Et il ajoutait : « Toutes les complications sociales inspirées par la défiance n'aboutissent réellement qu'à l'irresponsabilité. Confiance entière et pleine responsabilité, tel est le double caractère du régime positif. » Bossuet avait fait la même observation : « Ce qu'on veut faire faible à faire le mal et à opprimer devient impuissant à faire le bien et à protéger. » L'imbécile démocratie, la politicaillerie électorale ont violemment rompu avec ce bon sens, « stockeur » de santé sociale.

De Comte encore : « L'absolu dans la théorie conduit nécessairement à l'arbitraire dans la pratique. Tant que l'espèce humaine est envisagée comme n'ayant pas d'impulsion qui lui soit propre, comme devant la recevoir du législateur, l'arbitraire existe forcément, au plus haut degré, et sous le rapport le plus essentiel, nonobstant les déclamations les plus éloquentes. C'est la nature des choses qui le veut ainsi. L'espèce humaine étant alors laissée à la discrétion du législateur, qui détermine pour elle le meilleur gouvernement possible, l'arbitraire peut bien être restreint dans les détails, mais on ne saurait évidemment le chasser de l'ensemble. »

#### IV. CONCLUSION : S'ABSTENIR DU MAL D'ABORD

Si, spontanément, l'on admet volontiers que chaque métier exige un minimum d'apprentissage, que le savoir s'acquiert seulement par l'étude, et qu'ici et là il faille en outre quelque entraînement et certaines aptitudes fonctionnelles, une folle démocratie suppose établi que, pour l'ardue, l'immense, la complexe politique, il n'est que de formuler et agiter des instincts, des passions et des désirs.

Régler et assurer le sage exercice d'un pouvoir social quelconque (de richesse et de commandement) importent bien plus que son origine et son attribution.

Gouverner, c'est pousser et retenir. Essentiellement, défense à l'extérieure par l'armée, à l'intérieure par la police et la justice. Quant au progrès social, il appartient surtout au spirituel.

La physique est l'exclusif domaine du mathématisme. En biologie, l'importance de la quantité diminue, d'au-

tant que les phénomènes à observer sont d'un ordre plus délicat et plus élevé. Enfin, en politique, au social, au moral, c'est le qualitatif, exigeant l'esprit de finesse, comme dit Pascal, qui est presque tout. Or le fétichisme de l'arithmétisme électoral et parlementaire renverse cette hiérarchie constitutive de l'intelligence et de l'ordre.

Après avoir énuméré, dans une page souvent reproduite, les principaux maux sociaux qui accablent un pays en proie au fléau de l'absurde, de la misérable politiquerie électoral, Fustel de Coulanges ajoute : « Si l'on calcule tout cela, on ne peut manquer de dire que cette maladie est la plus funeste et la plus dangereuse épidémie qui puisse s'abattre sur un peuple, qu'il n'y en a pas qui porte de plus cruelles atteintes à la vie privée et à la vie publique, à l'existence matérielle et à l'existence morale, à la conscience et à l'intelligence, et qu'en un mot, il n'y eut jamais de despotisme au monde qui pût faire autant de mal. » Alors, convient-il de l'entretenir ?

Tout n'est pas perdu. Malgré l'avachissement croissant et la dégénérescence spécialement mentale, il y a un quart d'électeurs qui ne votent pas. Sans compter ceux, dont je suis depuis toujours, qui ne se font pas inscrire sur les listes des cocus magnifiques et des esclaves masochistes qui ont un faible pour le knout et les rigueurs fiscales. Et rien n'est susceptible de mettre plus en rage nos staviskeux, sinon d'entendre crier : « à bas les voleurs » ! — clameur qui a d'ailleurs la même signification.

Comment amener le peuple à cette salutaire notion que son illusoire souveraineté est « une mystification oppressive, et l'égalité un ignoble mensonge », si nos actes ne la confirment pas, si nous prenons part, pour quelque motif que ce soit, à ce grabuge infect, à ce pipage, à ce suicide national ?...

Un système qui fabrique en série des crétins, des lâches et des coquins, il faut d'urgence y soustraire, préserver de sa trituration les éléments restés sains, — s'il en reste. Et c'est précisément parce qu'elles font le contraire que les fameuses « bonnes élections » sont de beaucoup les plus mauvaises par leurs résultats. Mais oui, Monsieur de Kerillis !

Quelle salutaire réaction, quelle salvatrice préservation éducative ne déclancherait-on pas avec la somme d'argent, de bonne volonté, d'activité, sinon d'intelligence, qui se dépense pour les désastreuses « bonnes élections » ? Ne serait-ce que par la création d'un unique grand journal d'informations, vraiment libre, indépendant de l'argent, des partis et des lecteurs. Aussi, par ce qui en serait le complément : l'institution d'Universités populaires et l'édification de Palais du peuple dont la fin utile et religieuse serait d'enseigner au praticien le dévouement et au prolétariat la soumission au réel.

Quoi qu'il en puisse advenir provisoirement, la sagesse politique prescrit l'abstention électorale. Premièrement, ne pas nuire. On ne supprime pas le chiendent en le fumant et en l'arrosant. Au contraire des « bonnes élections », la nature sociale des choses se chargera bien de limiter les dégâts.

La restauration de l'ordre social et même moral ne se pourra entreprendre tant que la démence suicide, provoquée par l'outrecuidance et les sordides appétences démocratiques, prévaudra sur l'humble et sociale discipline du réel et de l'utile, pratiquement et théoriquement. L'abstention électorale délibérée — cauchemar de la politicaille, du légalisme et du conservatisme anarchique — constitue donc la première démarche efficace d'une salutaire réaction.

Au pouvoir, les conservateurs ne peuvent désormais, disait A. Comte, que « résister sans diriger, à cause de leur incompatibilité sentie avec la destination de notre siècle ». Et maintenant, loin de reténir, ils mènent la danse macabre...

Les aléas de la naissance et même les hasards fantaisistes du tirage au sort seraient évidemment préférables à la certitude du pire que donne le scrutin. Néanmoins, A. Comte, qui n'avait que le tort de faire un trop grand crédit à l'intelligence humaine, préconisa beaucoup mieux : l'hérédité sociocratique, c'est-à-dire la cooptation, le choix surveillé de l'inférieur par le supérieur. Système qui a fait d'ailleurs brillamment ses preuves.

## SUR UN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR POPULAIRE EN FRANCE

*Réunissant l'élite active des professeurs de l'enseignement supérieur, secondaire et primaire pour une action patriotique et d'ordre dont le maréchal Pétain vient de souligner l'extrême urgence, le « Cercle Fustel de Coulanges » a bien voulu demander au fondateur des Universités populaires quelques indications opportunes sur la possibilité et l'efficacité d'un enseignement supérieur populaire en France. Ma réponse a été publiée dans le numéro de décembre 1935 des Cahiers du Cercle Fustel de Coulanges. Je la reproduis ici :*

Rappelant une expérience décevante, il m'est demandé comment je conçois maintenant l'organisation et la réalisation d'un enseignement supérieur du peuple. Après avoir lu dans les *Cahiers* l'étude si instructive et si intéressante de M. le général Clément-Grancourt sur « Grundt-wig et l'éducation populaire supérieure au Danemark », je n'hésite pas à répondre : par les Universités populaires.

Mais elles ont échoué lamentablement, croit-on ? Voire. Ce qui s'effondra fut non ce que j'avais tenté d'instituer mais ce que les caprices, les passions sectaires, les intérêts sordides de chacun en avaient fait. Soit un groupement post-scolaire, philanthropique ou prosélytique, surtout de profit électoral, et d'agitation partisane, etc...

Comme on ne comprendrait pas mieux qu'il y a trente ans, il serait oiseux d'y revenir. Il suffira seulement de retenir que ce fut là un saccage tacitement concerté du

dehors par les éternels trublions intellectuels ; et non, spontanément, du dedans, par le public populaire. A noter aussi que la Maçonnerie y eut une part prépondérante.

Quoi qu'il en soit, il est évident que j'étais alors à peu près seul, et contre tous, à vouloir consciemment et fortement que l'institution que j'avais édifiée fût une haute manifestation de liberté spirituelle éducative et devînt le sanctuaire où s'élaborerait la nouvelle foi nationale et sociale qui est la seule présentement pouvant rallier l'ensemble des Français. Il ne m'aura manqué peut-être que le concours intelligent et dévoué du Cercle Fustel de Coulanges...

J'ignorais l'existence des écoles danoises de Grundt-wig et de Kold, et je suis frappé de la similitude des principes dont elles s'inspirent avec ceux dont j'eusse voulu animer les Universités populaires. Par contre, certes, dans l'application, il y a de grandes différences : la primauté du christianisme luthérien, l'internat, une certaine tendance à l'uniformité, etc., mais qui tiennent surtout aux contrastes ethniques, au climat mésologique, à l'inégale allure évolutive. En outre, il convient de remarquer aussi, avec M. le général Clément-Grancourt que « le Danois est foncièrement paysan » et conséquemment que les écoles Grundt-wig comprennent surtout des éléments ruraux (96 %) à peu près du même âge, de même origine et d'identique formation.

Si donc les principes généraux sont similaires, la structure particulière des Universités populaires implique ces indications particulières : Éviter toute apparence d'intention charitable, de présomptueuse condescendance intellectuelle, d'une entreprise de relèvement moral ; toute affectation prédicante. Ne pas solliciter, ne pas recruter, attendre, portes ouvertes sur la rue, tous les soirs. Donner l'impression au plus humble adhérent

que, cotisation versée, il est bien chez lui. Pas de local officiel, mairie, salle d'école, etc. Lumière, propreté, confort, luxe si possible. Car il s'agit d'abord de disputer les loisirs populaires au cabaret, à la presse menteuse, au cinéma mercantile, à la T. S. F. d'État, à la démagogie ; au moyen de cours et conférences, parce qu'ils sont les plus faciles prétextes aux réunions quotidiennes. Mais on agira plus efficacement par des conversations stimulantes, en propageant le goût des lectures substantielles ; par l'exemple de l'activité spirituelle, la communion des intelligences, l'exaltation systématique des grandes puissances de sentiment national et social. Il s'agit d'initier un public qui ne demande qu'à l'être aux pures joies de l'esprit, de l'élever en s'élevant de toute manière, en utilisant les ressources de l'art, de la littérature, de la science et de la sociologie. Cela étant acquis, tout le reste découle de soi-même.

Assurément, c'est beaucoup moins aisé qu'une parlote ou même qu'un pédant exposé de notions plus ou moins contestables. Ce fut toujours l'obstacle principal de l'action éducative. Et il est loin de s'aplanir. D'un côté le dévouement social se fait plus rare ; de l'autre, les progrès techniques, de plus en plus ploutocratisés, accentuent l'effrayante régression morale concomitante qu'il faut d'abord endiguer et remonter.

Mais l'obligation vitale de ne rien négliger pour écarter les menaces de la barbarie n'en est que plus impérieuse. Et ceci doit l'emporter finalement, étant de loi que, en dépit des divagations courantes, l'instinct de conservation sinon de développement, la nécessité ramènent toujours, plus ou moins cruellement, à ce qui conditionne l'ordre.

Les forces légales et policières de l'argent et du nombre, sans aucun régulateur moral, sans frein, exacerbées, disposent d'une puissance formidable d'asservissement

par la déformation, la corruption et l'abêtissement, et telle que jamais n'en offrirent d'exemplaire approchant les tyrannies nègres ou les théocraties asiatiques. Contre elles doivent se briser nos misérables et hésitantes velléités de paix et d'affranchissement. L'homme est encore trop attaché à ses chimères, aux fantasmagories de son imagination égocentrique pour que le seul appel à la raison et au bon sens du réel suffisent à lui faire contenir ses incohérentes agitations avant que le mal qui en résulte inéluctablement devienne insupportable.

Présentement, les travailleurs ont plus de loisirs sans savoir les employer, ils sont plus instruits de ce qu'il est à peu près inutile pour eux de connaître, ils pourraient avoir un niveau d'existence plus élevé sans même soupçonner cette possibilité. Et, il faut le dire, cela ne facilite nullement une action éducatrice. Au contraire. C'est ici surtout que les réformes légales et l'étatisme s'attestent catastrophiques, ou contre-éducatifs.

La fréquence et le prolongement des loisirs dépassent les facultés, laissées malheureusement en jachère, de leur intelligente utilisation. Il en résulte un absurde gaspillage exhaustif, une recherche de distractions niaises, dissolvantes, abrutissantes, dont le gouvernement démocratique d'ailleurs, dans un but électoral ou fiscal, se fait volontiers le pourvoyeur ou l'entremetteur. Quand d'aventure les masses se détournent de ces grossiers et insanes plaisirs, ce n'est que pour s'adonner aux violentes émotions de l'envie revendicative, destructive et de haine homicide que lui prodiguent les orateurs de réunions publiques et les rassemblements grégaires des « Fronts »

Le sens infallible qu'ont la plupart de nos conservateurs de se déterminer pour tout ce qui peut intensifier l'anarchie a quelque chose de diabolique. Par exemple, lorsqu'ils proposent d'enseigner à des prolétaires bien sages et studieux les pseudosciences « pratiques », pré-

sumées exploitables. Il n'y a rien de plus dangereux, de plus nocif pour la société que cette dénaturation, ce déclassement, cette diffusion stupide de l'imbécile arrivisme bourgeois. Trouvent-ils vraiment que la dénatalité française n'est pas assez inquiétante et que les classes moyennes ne nous fournissent pas assez d'escrocs, de politiciens, de meneurs et de révoltés ?...

Auguste Comte fut un des premiers à préconiser l'enseignement supérieur populaire. Mais il savait que la paix sociale durable ne s'établira que lorsque le prolétariat comprendra la presque totalité de la population, excluant l'excès de parasitisme et donc les âpres compétitions anarchiques de nos actuelles classes moyennes — classes-tampon, répète-t-on, mais dont le tampon est en fulmi-coton.

D'autre part, le grand philosophe aura montré que notre carence religieuse et l'indescriptible chaos qui en provient ne commenceront à se dissiper que par une pleine liberté spirituelle. Et cela suppose une complète indépendance de l'argent, du nombre, et aussi de l'État démocratique qui en est l'esclave. Là est le caractère spécifique, le critère de l'enseignement supérieur populaire. S'il manque, rien n'en reste. Cet enseignement n'a donc de semblable que le nom avec les cours de la Sorbonne et des Facultés. A tout le moins tant que celles-ci seront servies de l'État, qu'elles en recevront leur subsistance en même temps que les directions.

On ne le répétera jamais assez, la fin surscolaire de l'Université populaire est l'éducation, toute l'éducation sociale. Elle discrimine enfin le spirituel du temporel. Elle ne décerne aucun diplôme. Séminaire social, elle n'ouvre aucune carrière. Quant à l'instruction, elle se borne à aider le libre et fécond autodidactisme. Bref, nul autre propos que le réel et l'utile, autrement dire l'humain.

L'Université populaire n'a aucun programme automa-

tique, uniforme, ne serait-ce que parce qu'elle assemble les personnalités les plus accentuées et les plus diverses, d'âge, de métier et d'origine. Son enseignement vraiment supérieur, de fond et non de formules, de qualité et non de quantité, n'a rien de mnémonique. Étant délivré de la préoccupation des examens, cet enseignement considère et ne répand les connaissances vérifiées qu'en vue de l'utile, qu'en fonction de la conscience qui s'en pénètre pour s'approfondir. Il n'a souci que d'éveiller et de conforter l'intelligence, la sensibilité disciplinée, l'éthisme, le religieux. N'est-ce pas le fondement même de l'humanisme le plus universel ?

Au demeurant, populaire ou non, pas de haute culture sans la considération prépondérante de l'ensemble, du théorique, d'une synthèse. Que cet enseignement s'attache, comme dans nos Facultés, à former quelques esprits d'élite aux méthodes les plus fécondes qui conviennent aux divers ordres de recherches ou, comme dans les Universités populaires, qu'il consiste seulement à révéler les résultats généraux, sûrement et définitivement acquis de ces travaux, il n'importe que ce qui coopère au perfectionnement moral. L'essentiel est de susciter : ici, la docilité, la vénération ; là, le devoir de servir ; ici et là, l'humble soumission au réel et la ferme discipline de l'utile ; pour mieux dire, l'horreur de l'inconsistant, du discontinu, des vaines chimères, des fictions, des nocives agitations égocentriques. La connaissance est bien peu de chose quand elle ne stimule et ne renforce pas la conscience collective.

Le possibilisme « réaliste » ne s'assure des succès immédiats quoique factices que par ses lâches complaisances pour la déraison. Cette démagogie plus ou moins insidieuse est dégradante comme toute démagogie. Les éducateurs doivent vouloir énergiquement ce qu'il faut et comme il faut, sans compromission. Ils travaillent

pour ce qui demeure. Au surplus, les événements sont suprêmement indifférents à nos ruses, à nos habiletés, bien qu'ils ne laissent pas de sanctionner par leur implacable sévérité la positivité méconnue ou trahie.

Aussi n'y a-t-il pas à se décourager devant l'ampleur et la complexité de la tâche qu'on s'est assignée. Chaque échec prépare à la réussite finale. La nature des choses est sourde aux clameurs de la rue. Par elle, le gouvernement effectif du nombre ne sera jamais qu'un « ignoble mensonge » contre quoi elle favorisera toujours l'auto-développement libérateur. Les forces matérielles oppressives n'ont qu'un champ d'action assez limité. Aussi ne dominant-elles que des forces de même nature. Au vrai, ce qui est vraiment humain leur échappe.

En bref, l'enseignement supérieur populaire, par toute voie, apprendra à bien penser pour bien agir. Il s'opposera donc d'abord à la purulente décomposition sociale qu'effectue présentement la formidable coalition des cupidités, formée pour la revendication absurde des insanes « droits » démocratiques.

Fin religieuse, certes ; mais non théologique. En France notamment, les croyances indémontrables sont devenues dispersives et même antagoniques presque autant que les opinions métaphysiques. Qu'on s'en réjouisse étourdiment ou qu'on le regrette, nous ne pouvons qu'en convenir. Ce sera donc dans la communion de cette grande réalité qu'est la Patrie que l'Université populaire s'efforcera d'élaborer l'union présente de la nation et l'unité future de l'humanité. Car ce n'est qu'en reprenant le cours des aspirations éternelles de l'homme que s'instituera un ordre intellectuel et moral, base indispensable de tout vrai progrès social.

NOTES  
DOCUMENTS ET COMMENTAIRES

INSUFFISANCES :  
ÉCONOMIQUE DU CORPORATISME,  
RELIGIEUSE DU THÉOLOGISME

Reçu :

« Vous avez eu l'obligeance de mentionner mon étude sur « La question du corporatisme ». Permettez-moi de m'étonner du reproche qui m'est adressé ainsi qu'à certains autres écrivains corporatistes, de négliger l'essentiel, à savoir la création initiale d'un état d'esprit nouveau, renonçant aux intérêts particuliers au profit du seul intérêt général.

« C'est par le positivisme que vous espérez voir se réaliser cet heureux phénomène social, et mon « erreur fondamentale » vous semble avoir « son principe dans cette survivance de la magie primitive qu'est la légiféromanie parlementaire et le soviétisme ».

« Tous les positivistes avec qui j'ai eu l'occasion de parler m'ont prédit la ruine du catholicisme pour le vendredi de la semaine suivante. Le samedi, il tenait encore, et je crois que ce n'est pas fini. C'est pourquoi je pense que la soumission des intérêts particuliers à l'intérêt général a besoin d'une discipline morale, celle de l'Église, et d'une discipline temporelle, celle de la Monarchie. Cela, je l'ai écrit en propres termes dans ma brochure : « La stabilité rayonnante du régime monarchique est « une garantie du bon fonctionnement du régime corporatif. « L'idéalisme patriotique ne l'est pas moins : la différence fondamentale entre la Monarchie et la République est que la première s'appuie sur le sentiment, l'amour du Roi et du pays « qu'il incarne littéralement, tandis que la seconde ne s'appuie « que sur la lutte politique, le combat de doctrines, le trouble « des esprits. Le corporatisme a besoin de cet oubli des haines de « classe, et même des intérêts privés, que donne l'amour d'une « plus grande, plus générale et plus noble cause, comme celle du « Royaume soutenu par l'Église... Le corporatisme ne peut « s'abreuver qu'aux sources du désintéressement et de l'honnêteté : c'est en songeant au bonheur du pays que les hommes

« feront, sans le rechercher, leur propre bonheur. Ce détachement des intérêts personnels ne peut être durable qu'au jour où patrons et ouvriers seront régis avant tout par une foi religieuse ardente, capable de faire incliner devant sa loi les révoltes des égoïsmes naissants. »

« Vous voyez donc que je ne suis pas négligent de ce que vous appelez « le carburant vital et vitalisant ». Vous chauffez au mazout d'Auguste Comte. Je conserve le charbon de La Tour du Pin, fidèle aux traditionnels principes de la religion catholique. Je suis d'ailleurs trop nettement d'accord avec vous dans votre hostilité au « légisme » qui mène au bolchévisme, pour mériter d'être inscrit sur la longue liste des « légiféromaniasques »...

Maurice BOUVIER-AJAM,  
*professeur d'Économie politique*  
*à l'Institut d'études corporatives et sociales.*

Je répondrai aussi brièvement qu'il me sera possible : Temporaire et contingent, le corporatisme le mieux conçu, même s'il contribuait à nous affranchir de l'électif, est une question d'ordonnance et d'opportunité. Ce n'est pas un principe essentiel, et bien d'autres choses doivent passer avant.

J'en dirai d'ailleurs autant de la « révolution monétaire » que préconise M. Jean Barral et que j'ai préconisée aussi en des temps moins critiques (1). En tout cas, aujourd'hui, le corporatisme n'irait qu'à une accentuation du désordre si l'or monopolisé devait rester l'exploiteur du travail et le dispensateur avare d'une existence misérable. Car nous verrions s'intensifier alors, aux dépens de la communauté des consommateurs, le chantage organisé des syndicats de producteurs, et donc l'accaparement affameur, les tripotages de la spéculation

(1) Cependant l'hystérie anglo-saxonne qui menace de mettre le monde à feu et à sang désigne de nouveau le sterling comme l'ennemi n° 1 qu'il nous faut traquer à travers le Foreign Office, l'Intelligence Service, la Home Fleet, la S. D. N., la Maçonnerie, la ploutocratie internationale dont le centre est à Londres et le Front populaire.

cosmopolite, en bref, tout ce qu'entraîne la fébrile poursuite du profit. Les coalitions professionnelles forment des partis économiques qui ne sont pas moins perturbateurs que les partis politiques et les sectes. Comme ceux-ci, les choses étant ce qu'elles sont, mieux vaut que celles-là ne soient pas organisées.

Certes, immédiatement après la guerre, ceux qui n'étaient pas totalement hébétés par la sordide fantasmagorie du Pactole des « réparations » pouvaient penser que, pour relever les ruines, il importait d'éliminer progressivement un capitalisme qui s'avérait désordonné, dilapidateur, désagrégeant et barbare. Corporatisme et réforme monétaire eussent pu s'y employer. Malheureusement, notre paix de pacifistes ne permettait aucun effort de reconstitution. La spéculation, l'escroquerie, la chasse aux places et aux pensions, la ribouldingue absorbaient les activités, détraquaient les nerfs. Et maintenant, nous sommes à bout, et l'édifice de la civilisation va s'écrouler si nous ne parvenons pas à consolider le soutènement des valeurs spirituelles qui paraissent résister encore. Premièrement, le sentiment national et social qui n'accède à la primauté que par l'humanisme positif.

Sur un navire en détresse qui s'enfonce dans l'abîme, il y a mieux à faire qu'à sauver son smoking ou son billet de passage. Il faut d'abord calfater les fissures par lesquelles fait irruption le flot de l'individualisme matérialiste et de la démocratie...

Mais abordons le point capital de la lettre de M. Bouvier-Ajam. L'action ne vaut que par la méthode qui la canalise et par la doctrine qui l'anime.

Ceux qui prophétisent la disparition du catholicisme pour « la semaine prochaine » sont de bien étranges positivistes. Si étranges que, n'était notre épouvantable logomachie, il y aurait à se demander si ces positivistes ne sont pas de circonstance et s'ils n'ont pas été engen-

drés par l'imagination trop vive de mon sympathique correspondant. Quoi qu'il en soit, il y a certainement ici un grave défaut d'information ou un vice d'interprétation. Sinon cette perverse propension des mystiques à insérer le spirituel dans le temporel.

Au surplus, il n'en saurait être autrement. La croyance aux fictions est de plus en plus ébranlée par le doute. Elle n'est confessée que par habitude, imitation et aveuglement voulu. De malins politiciens invoquent en leur faveur la tradition. Elles ne sont que rétrogrades. Car tout concept indémontrable, tout absolutisme sont désormais liés par des membranes insécables à la funeste démocratie qui ravage le monde entier. Ne suffit-il pas de savoir que c'est Bible en main que John Bull est devenu le puissant diffuseur de la peste démoploutocratique ?

Nonobstant, A. Comte et les disciples qui l'ont compris n'ont jamais vaticiné aussi ridiculement que le croit M. Bouvier-Ajam. Au contraire. Ayant relevé dans les dogmes et rites du christianisme bien des survivances du fétichisme, du magisme et du paganisme, ils ont conclu à la pérennité de ce qu'il y a d'essentiel dans le sentiment religieux, c'est-à-dire de social. Ils ont donc établi ainsi que la foi plus catholique, plus positive qui s'élabore présentement s'incorporera la partie de réel et d'utile que l'ultime théologisme nous a transmis. Ils ont proclamé par là l'éternité humaine du christianisme. Et du fétichisme.

Aussi bien, les bigots ont assez reproché à Comte d'avoir plagié le catholicisme dans la figuration où il s'est essayé d'une religion définitive sans fable ni fiction de l'au-delà. De plus, le génial philosophe ne se félicitait-il pas d'être un aussi ardent défenseur de l'Église que Joseph de Maistre ?

En reconnaissant respectueusement les immenses services humains qu'a rendus l'Église, le sociologue est

obligé de constater aujourd'hui que celle-ci ne rassemble et ne peut rassembler qu'une multitude de conformistes distingués fuyant les affres de la pensée et de puérils amateurs de loterie édénique. Or cette démagogie pieuse ne laisse pas d'être fort dangereuse pour la civilisation en ce qu'elle délabre le national, le social et l'humain chez ceux-là mêmes qui devraient en être les éléments reconstituants...

Le germe de matérialisme individualiste que comportent les théologismes ne cesse de lever. La « politique » vaticane manifeste surtout la convoitise morbide de n'importe quelle bribe de pouvoir temporel, et pour cela le pontificat se démet en fait de son éminente fonction spirituelle. C'est une lamentable déchéance qu'un positiviste est le premier à déplorer, encore que l'idéologie absolutiste la rende inévitable.

Comme ce Bulletin l'a déjà montré, et dans ce numéro même, l'action sociale du christianisme est devenue aussi pernicieuse que le tumulte du Front populaire pour lequel elle a tant de monstrueuses affinités. Voilà le fait. On ne peut que le constater et le signaler. Non par hostilité, certes, comme les « athées » soviétiques ; mais par souci, précisément, de préserver ce qu'il importe de préserver chez tant d'âmes simples et crédules qui n'émettent quelques lueurs qu'à l'éclat du merveilleux et qui ne se dégagent que lentement de leurs gangues. Autrement, elles versent dans ce substitut aggravant du théologisme qu'est le mythisme révolutionnaire et la bestialité matérialiste.

Les foules ignorantes et impulsives qui ont encore besoin de croire à la magie et aux miracles ne peuvent être persuadées. A tout le moins doivent-elles être détournées de participer d'une façon quelconque à ce qui ne se règle et ne se commande que par une stricte soumission aux lois naturelles. Ce n'est pas leur rayon.

Avant tout, l'action et la pensée politiques et sociales

exigent la compétence, les connaissances et l'esprit positif qui embrasse l'ensemble, subordonne le moyen au but, le particulier au général, la variété à la constance, l'imaginaire au réel, le profit (ou le salut) individuel à l'utile.

L'Église est certainement loin d'avoir achevé son œuvre. J'ai dit par quoi et comment elle est assurée de cette pérennité humaine. Mais, sûrement, ce n'est pas en politicaillant. Force morale, elle ne se peut garder que par le bien et dans l'ordre. Or, au temporel, ses dogmes la vouent au *morbus democraticus* et la portent fatalement à propager cette peste. La complexité croissante de la société ne confère de vertus prophylactiques qu'au positif.

Il faut dépolitiquer le pays, ce qui demande une reviviscence religieuse. C'est donc un affreux malheur que le sacerdoce oublie sa raison d'être pour se consacrer à des rassemblements démagogiques. Le Nombre, quoi qu'en pensent M. le colonel de La Rocque et, sans doute, M. Bouvier-Ajam, sera de moins en moins une force d'humanité.

#### L'UNIVERSELLE FRANC-MAÇONNERIE BRITANNIQUE

Du journal *Le Jour* :

« Quand il était prince de Galles, le roi Édouard VIII avait reçu le titre de grand Maître de la Loge provinciale maçonnique. Le souverain suivra l'exemple de son grand-père Édouard VII. Celui-ci, à son avènement au trône, en 1901, donna sa démission de grand maître de la Loge unie britannique. Édouard VII devint alors protecteur de l'Ordre. Édouard VIII se conformera à cet exemple.

« [*La Franc-Maçonnerie anglaise offre avec la française cette différence qu'elle a toujours servi les intérêts de la monarchie et de l'Empire.* — N.D.L.R.] »

Eh bien! précisément, où est la différence? La Franc-Maçonnerie française n'est-elle pas toujours, surtout en ce moment, aux ordres du Foreign Office et de l'Intelligence Service? n'est-elle pas le plus ingénieux instrument de l'Empire du sterling?

C'est dans les Loges, à l'instigation de Londres, qu'ont été voulues les sanctions qui brisent l'union latine pacifiante; que s'est tramée la constitution du ministère Sarraut avec toutes ses sarauderies; qu'a été décidée la dissolution de l'Action française; qu'a été manigancé le pacte soviétique pour contrecarrer le Japon menaçant les énormes intérêts des ploutocrates britanniques en Chine; que se prépare fiévreusement le triomphe électoral du Front populaire comme en Espagne; que s'amorce la dévaluation de notre franc à quatre sous. Et tout ce que l'on ne sait pas...

Le crétinisme et la canaillerie de notre politicaille, l'abrutissement démocratique de notre peuple sont soigneusement entretenus, cultivés par les Loges. La cavalerie de Saint-Georges parfait le reste. Et c'est ainsi que la très petite Angleterre, avec une lésine cérébrale invraisemblable, sans héroïsme superflu, met en coupe réglée les trois quarts du globe terrestre, s'enrichissant de la famine, des troubles, de la guerre des autres qu'elle provoque systématiquement...

#### DÉSINTOXICATION

Hitler serait-il un psychiatre qui s'ignore? Va-t-il nous déshabituer — à l'allemande — du stupéfiant démocratique dont nous mourons? Serait-il vraiment notre sauveur?...

En tout cas, grâce à lui, dans une situation financière, militaire, politique tragique, devant la menace de la banqueroute, d'une guerre exterminatrice, il n'est pas jusqu'aux manipulateurs d'urnes, aux grands bénéfici-

ciaires d'élection qui ne dénoncent maintenant les méfaits d'un régime mortel.

Voici d'abord M. André Tardieu, dont le repentir serait touchant s'il se parait de quelque modestie. On a lu sa lettre d'adieu au Parlement. Peut-être n'est-il pas inutile d'en reproduire ces extraits : « Les événements actuels prouvent à quelles humiliantes entreprises les conditions de notre vie publique peuvent servir d'occasion et de prétexte. Pour y parer ou pour y remédier, les assemblées, telles quelles sont ne peuvent rien... Le mandat, auquel j'ai fait confiance autrefois, a cessé d'être une force pour devenir une faiblesse. Il est une perte de temps, par les corvées qu'il impose. Une perte de liberté, par le discrédit qui s'y attache. Pour supprimer cette perte de temps, pour supprimer cette perte de liberté, pour supprimer cette perte d'autorité, je me dépouille de mon mandat et je sors du Parlement... A une forme d'action que je sais stérile, j'en substitue une autre, que j'espère efficace... Je crois à la puissance des idées. »

Les idées ? Oui ; mais positives, c'est-à-dire éducatives, et à condition d'en poursuivre leur plein développement. Or, ici, l'abstention de candidature implique logiquement l'abstention électorale. Il est fâcheux que M. Tardieu ne soit pas allé au bout de sa récente sagesse...

Il y a mieux. Dans son plaidoyer radiodiffusé du 8 mars, l'homme des Loges, Sarraut lui-même, a été jusqu'à dire : « Le gouvernement allemand a escompté le climat ou, pour mieux dire, l'effet des discordes, des troubles, des discussions intérieures que le conflit des partis politiques dans la compétition législative pouvait provoquer au sein de la nation. *Le désarroi national issu de nos luttes intestines, voilà la véritable explication de la décision brusquée du gouvernement allemand.* »

Et la cathèdre d'impostures et de trahison, le sanctuaire de l'Urne ne s'est pas écroulé sur lui !

Mais ces paroles du moins sont à retenir, à graver sur l'airain. Qu'elles se soient échappées d'une bouche nauséuse, il n'importe. Le vrai ou le faux ne dépendent pas de qui les énonce. Ils sont ce qu'ils sont. Et les harangues amphigouriques et fallacieuses, quand elles sont prononcées par un honnête nigaud comme le colonel de La Rocque ou tout autre bien non-pensant, n'en détournent que davantage du réel et de l'utile.

#### AU SEUIL DE LA GUERRE

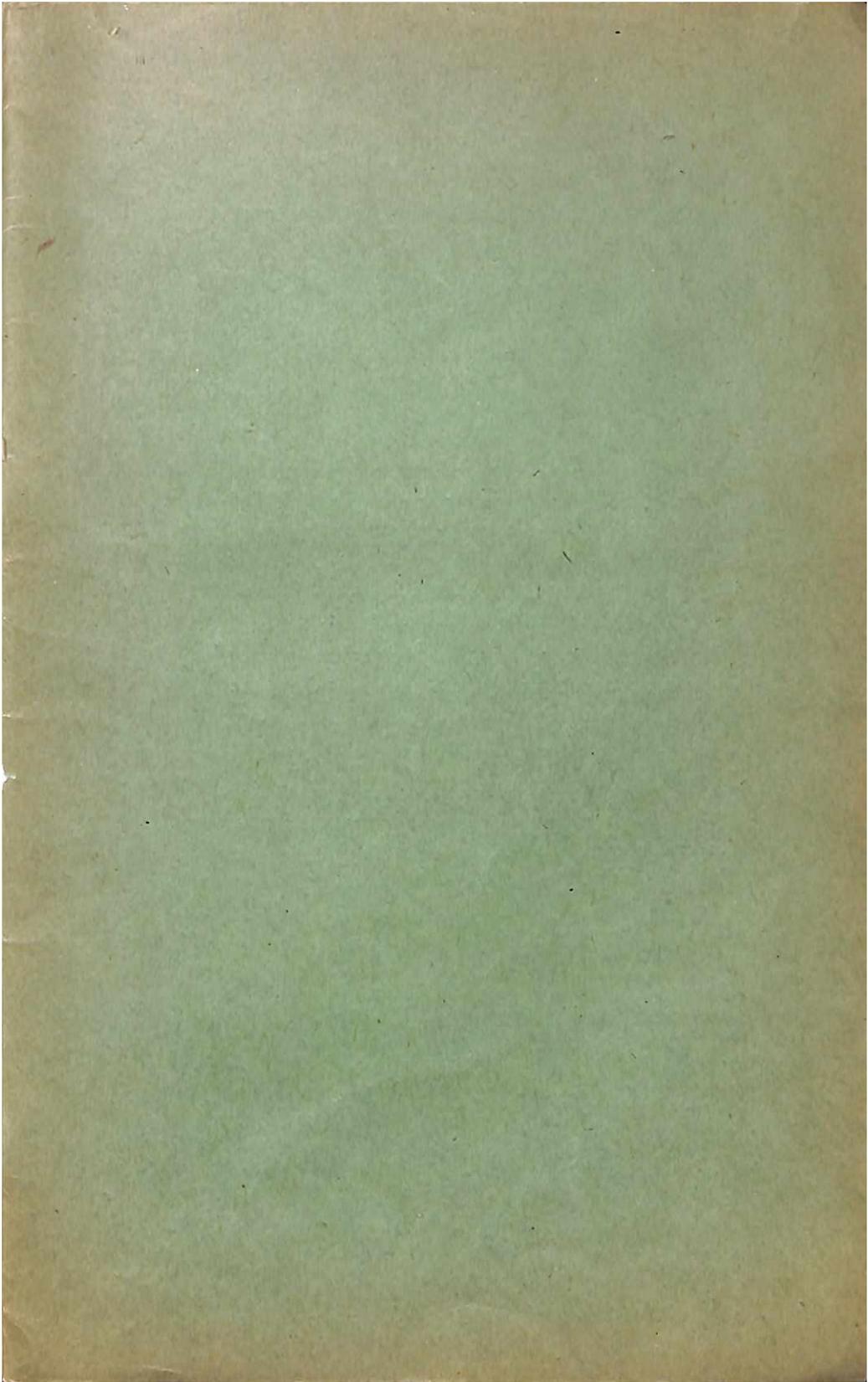
Convenons-en, ce ne sont pas les Boches, c'est l'obstination diabolique ou britannique de notre sottise, ce sont les désordres issus de notre veulerie implorante et quémandeuse, de notre cupidité bourgeoise, trop bien exploités par les partis, la racaille maçonnique et l'étranger, qui nous ont poussés au seuil d'une guerre inutile.

Le franchirons-nous ? Vraiment, je ne puis le croire. Les circonstances n'ont pas encore réuni toutes les conditions qu'il y faut, et, d'autre part, l'instinct de conservation sociale, qui n'est dénaturé que chez les peuples débilités et démocratisés, s'y refuse. Si les dieux veulent bien que l'Angleterre ne soit pas complètement aveuglée par l'arrogance de son orgueil impérialiste et son avidité mercantile ; si la S.D.N., devant l'imminence d'une épouvantable conflagration universelle, qui provoquerait d'abord l'effondrement de l'Empire du sterling, cesse enfin d'agiter les torches incendiaires des covenants, des sanctions et des pactes, rassurons-nous : la guerre n'est pas encore pour cette année.

Il faut qu'un pays soit bien bas pour qu'une insolente brutalité ne suscite pas de salubres réactions, alors que l'insidieuse corruption l'empoisonne lentement et sûrement en le sclérosant, en inhibant ses réflexes défensifs. C'est pourquoi les Éditions d'État de Moscou et surtout la cavalerie de Saint-Georges sont réellement les plus

redoutables ennemis de la civilisation. Cependant que ce brave Hitler, en secouant notre torpeur, travaille effectivement pour la vraie paix et l'ordre. Espérons que sa dernière incartade aura pour conséquence d'envoyer par le fond ce sinistre brûlot explosif qu'est la S.D.N., génératrice, multiplicatrice et généralisatrice des occasions d'entretueries ?...

« Strasbourg sous la menace des canons prussiens ? »  
Et puis, qu'y a-t-il de mieux pour en finir avec la pactomanie engourdissante, nous faire honte de notre piteuse attitude de suppliants, nous ramener au bon sens positif du réel, nous rendre la fière confiance en notre courage, notre force et notre volonté de vivre ?...



## DERNIERS OUVRAGES

- Un maître : Auguste Comte. Une direction : Le positivisme.** Un vol. in-18 jésus de IV-150 pages, 1921. (Librairie Ém. Blanchard.)..... 5 fr.
- Le positivisme dans l'action.** Un vol. in-16 de 460 pages, 1923. (Librairie Ém. Blanchard.)..... 10 fr.
- Pensées et préceptes d'Auguste Comte.** Un vol. in-18 de XIV-268 pages, 1924. (Bernard Grasset, éd.)..... 12 fr.
- Démocratie et Sociocratie.** Un vol. de 374 pages, 1930. (Éditions Prométhée.)..... 15 fr.
- La crise insoluble.** Un vol. de 204 pages, 1933. (Épuisé.)